

M. Jospin estime conduire « la politique la plus à gauche de toutes les démocraties occidentales »

Les dirigeants socialistes appellent à se méfier de la « radicalité des slogans »

Le premier ministre a exposé sa conception de « l'idée socialiste » lors d'un colloque commémorant le trentième anniversaire du congrès d'Epi-

nay, samedi 9 juin. « Nous ne sommes pas condamnés soit à l'inadaptation de notre pensée au monde contemporain, soit à la trahison de nos

idéaux », a affirmé le chef du gouvernement. Plusieurs dirigeants du PS ont mis en garde contre « les expressions démagogiques ».

OFFICIELLEMENT, le colloque du Parti socialiste, samedi 9 juin au CNIT de Paris-la Défense, sur « l'idée socialiste », organisé par Alain Bergounioux et Henri Weber, célébrait le trentième anniversaire du congrès refondateur d'Epinay, celui de la prise de pouvoir par François Mitterrand. Mais le nom de l'ancien président de la République a été peu cité, la plupart des intervenants se référant à Jean Jaurès et à Léon Blum, à commémorer par Lionel Jospin. Outre son lapsus « trotskiste » (lire ci-contre), le premier ministre a vanté les vertus du « socialisme démocratique » qui « a précédé le marxisme » et « lui survit ». Il a refait le même discours, à quelques variantes près, que celui qu'il avait prononcé, le 8 novembre 1999, sur les mêmes lieux, pour le congrès de l'Internationale socialiste.

« Nous ne sommes pas condamnés soit à l'inadaptation de notre pensée au monde contemporain, soit à la trahison de nos idéaux », a martelé M. Jospin, en n'hésitant pas à proclamer, devant Antonio Guterres, président de l'Internationale socialiste et premier ministre du Portugal, que « la politique conduite par le gouvernement que je dirige est sans doute la plus à gauche de toutes les démocraties occidentales. Même Jean-Luc [Mélenchon, chef de file de la Gauche socialiste] m'en fait parfois l'aveu... ». Pour M. Jospin, le socialisme « est nécessairement réformiste ». « La réforme est notre méthode de transformation politique et sociale », a-t-il souligné. « Si nous avons accepté l'économie de marché, a-t-il poursuivi, nous n'acceptons pas n'importe quelle économie

de marché. (...) Nous refusons la marchandisation du monde. L'économie doit servir l'homme et non l'inverse. Le marché doit être un serviteur, il ne saurait être un maître. »

RENDRE LA SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Il s'agit donc, pour M. Jospin, attaché au « primat du politique » et à « la recherche de l'égalité », de continuer « à réguler l'économie et à transformer la société pour la rendre plus juste ». Le socialisme doit

sation ». M. Jospin a assigné au projet du PS « pour les années 2002-2010 » la tâche d'« approfondir » les pistes ouvertes depuis 1997.

En ouvrant le colloque, le matin, François Hollande avait invité les socialistes à « oser » affirmer leur identité. « Nous récusons toute forme d'accompagnement social du libéralisme », a-t-il lancé, avant d'ajouter, dans une allusion à la manifestation contre les licenciements, qui avait lieu le jour même

dément », a insisté l'ancienne ministre de l'emploi. Son successeur, Elisabeth Guigou, a déploré la multiplication des « expressions démagogiques, incantatoires, aussi bien à gauche qu'à droite ». Mais elle a fustigé le « capitalisme financier » qui traite les salariés « comme des objets », et elle a plaidé pour « un réformisme radical ».

« Notre perspective doit être de créer une société apaisée », a souligné M. Hollande, en affirmant que « le marché crée de la violence, du conflit ». Si le libéralisme est « l'adversaire », « l'idée socialiste, a-t-il ajouté, c'est le refus du populisme, du verbalisme, du confusionnisme et de la démagogie. Et il y a beaucoup à faire, car la démagogie reste notre premier adversaire ». Pour le premier secrétaire du PS, « le socialisme est un réformisme » et le PS doit être « le parti de l'intérêt général » car, aujourd'hui, « l'intérêt du plus grand nombre, des classes populaires comme des classes moyennes, se confond avec l'intérêt général ».

Pour « donner du sens à la politique », le PS, a insisté M. Hollande, doit travailler sur « le long terme », en utilisant l'instrument de la planification. « Nous ne croyons ni au grand soir, qui a vu des petits matins souvent douloureux, ni à la fin de l'Histoire, toujours prophétisée mais qui ne se produit jamais », a-t-il encore dit. Laurent Fabius a invité les socialistes à passer « d'une vision très économiste à une vision plus transversale », incluant le culturel et l'environnemental, tandis que Dominique Strauss-Kahn jugeait « possible » une régulation du système productif.

Le lapsus « trotskiste » du premier ministre

Quatre jours après son coming out sur ses relations passées avec le trotskisme, Lionel Jospin a commis un de ces lapsus dont il est coutumier. Le premier ministre commentait, samedi 9 juin à la Défense, devant un millier de militants réunis au CNIT, pour un colloque sur « l'idée socialiste », la « victoire éclatante » de Tony Blair.

Evoquant l'évolution des priorités de cette nouvelle législature, M. Jospin a déclaré : « Je pense à l'affirmation extrêmement forte dans le débat public, et prise en compte par les trostk..., par les travaillistes » du thème des services publics. Le lapsus a été salué par des rires, puis par une salve d'applaudissements.

Comme un enfant pris en faute, le premier ministre a souri, légèrement, tiré la langue et bu un verre d'eau, avant de reprendre. La « troisième voie, a-t-il enchaîné, est une réponse adaptée au contexte britannique très particulier », mais « elle n'est pas exportable ».

« porter un projet de civilisation », selon le premier ministre, qui s'est livré à une critique d'une mondialisation « ambivalente » : « Elle est synonyme d'ouverture mais elle suscite des replis identitaires. Surtout, elle creuse des inégalités. Elle est une dynamique qui apporte plus à ceux qui ont déjà beaucoup, et peu à ceux qui n'ont presque rien. » En conclusion, a-t-il fait valoir, « la mondialisation est un objet de la politique » et, par conséquent, « la politique peut modifier la mondiali-

(lire page 6) : « Nous récusons aussi une forme de contestation qui, pour être alternative, n'en est pas moins limitée, dépourvue de perspective politique. » Tout en invitant le PS à « s'ouvrir » aux mouvements contestataires, Martine Aubry, chargée du « projet 2002 », a jugé qu'« il faut se méfier de la force des mots, du poids des formules, de la radicalité des slogans ». « Nous ne sommes pas là pour tout faire, nous sommes là pour faire bouger la société, afin qu'elle change profon-

Michel Noblecourt